



## CHAPTER M-19

## CHAPITRE M-19

### Municipal Assistance Act

### Loi sur l'aide aux municipalités

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions . . . . .	1
group of municipalities — groupe de municipalités	
local service district tax base— assiette fiscale de district de services locaux	
Minister — Ministre	
rural community tax base — assiette fiscale de la communauté rurale	
unconditional grant —subvention sans condition	
Administration . . . . .	2
Unconditional grant . . . . .	3
Amount of unconditional grant for municipalities . . . . .	3.1
Repealed . . . . .	3.11-3.5
Annual municipal grant . . . . .	4
Repealed . . . . .	4.01
Repealed . . . . .	4.1
Repealed . . . . .	4.2
Repealed . . . . .	4.3
Amount of unconditional grant for local service districts . . . . .	4.4
Repealed . . . . .	4.5
Amount of unconditional grant for rural communities . . . . .	4.6
Local service district grant . . . . .	5
Rural community grant . . . . .	5.01
Repealed . . . . .	5.1
Monthly payments to municipality . . . . .	6
Grants to municipalities where universities are located . . . . .	6.001
Conditions on monthly payments to municipalities . . . . .	6.01
Monthly payments to rural community . . . . .	6.02
Grants to rural communities where universities are located . . . . .	6.03

Définitions . . . . .	1
assiette fiscale de district de services locaux — local service district tax base	
assiette fiscale de la communauté rurale — rural community tax base	
groupe de municipalités — group of municipalities	
Ministre — Minister	
subvention sans condition — unconditional grant	
Application de la loi . . . . .	2
Subvention sans condition . . . . .	3
Montant de la subvention sans condition aux municipalités. . . . .	3.1
Abrogé . . . . .	3.11-3.5
Subvention municipale annuelle. . . . .	4
Abrogé . . . . .	4.01
Abrogé . . . . .	4.1
Abrogé . . . . .	4.2
Abrogé . . . . .	4.3
Montant de la subvention sans condition aux districts services locaux . . . . .	4.4
Abrogé . . . . .	4.5
Montant de la subvention sans condition aux communautés rurales. . . . .	4.6
Subvention à un district de services locaux . . . . .	5
Subvention à une communauté rurale. . . . .	5.01
Abrogé . . . . .	5.1
Versements mensuels aux municipalités. . . . .	6
Subventions aux municipalités où sont situées des universités . . . . .	6.001
Conditions relatives aux paiements mensuels aux municipalités. . . . .	6.01
Versements mensuels aux communautés rurales . . . . .	6.02
Subventions aux communautés rurales où sont situées des universités . . . . .	6.03

Conditions on monthly payments to rural communities . . . . .	6.04	Conditions relatives aux paiements mensuels aux communautés rurales . . . . .	6.04
Repealed . . . . .	6.1	Abrogé . . . . .	6.1
Determination of population . . . . .	7	Détermination de la population . . . . .	7
Repealed . . . . .	8	Abrogé . . . . .	8
Partnership budgeting . . . . .	9	Préparation en commun du budget . . . . .	9
Repealed . . . . .	10	Abrogé . . . . .	10
Repealed . . . . .	11	Abrogé . . . . .	11
Repealed . . . . .	11.1, 12	Abrogé . . . . .	11.1, 12
Stimulation grants . . . . .	13	Subvention d'encouragement . . . . .	13
Special payments . . . . .	13.1	Paiements spéciaux . . . . .	13.1
Power of Cabinet to assist a municipality or rural community . . . . .	14	Pouvoir du Cabinet d'aider une municipalité ou une communauté rurale . . . . .	14
Application of <i>Regulations Act</i> . . . . .	14.1	Application de la <i>Loi sur les règlements</i> . . . . .	14.1
Regulations . . . . .	15	Règlements . . . . .	15
Repeal . . . . .	16	Abrogé . . . . .	16
Repealed . . . . .	Schedule A	Abrogé . . . . .	Annexe A

## 1 In this Act

“Board” Repealed: 2002, c.22, s.1.

“group of municipalities” means a group of municipalities as classified by regulation;

“local service district tax base” means the amount computed on or before October 15 or as soon thereafter as practicable of the year previous to the year in respect of which the unconditional grant is determined as

(a) the total assessed value of all real property liable to taxation under the *Assessment Act* in a local service district, excluding real property referred to in paragraph (b.1) of the definition “real property” under the *Assessment Act*;

(b) the assessed value of all real property in a local service district owned by the Crown in right of New Brunswick;

(c) the assessed value of real property in a local service district owned by the Crown in right of Canada; and

(d) one-half of the assessed value of any real property in a local service district referred to in paragraphs (a), (b) and (c) that is “non-residential property” as defined under section 1 of the *Assessment Act*;

## 1 Dans la présente loi

« assiette fiscale de district de services locaux » désigne le montant calculé le 15 octobre au plus tard ou aussitôt que praticable par la suite, de l'année qui précède l'année pour laquelle la subvention sans condition est déterminée comme étant

a) le montant total de l'évaluation de tous les biens réels imposables dans un district de services locaux en vertu de la *Loi sur l'évaluation*, à l'exclusion des biens réels visés à l'alinéa b.1) de la définition « biens réels » de la *Loi sur l'évaluation*;

b) le montant de l'évaluation de tous les biens réels dans un district de services locaux appartenant à la Couronne du chef du Nouveau-Brunswick;

c) le montant de l'évaluation des biens réels dans un district de services locaux appartenant à la Couronne du chef du Canada; et

d) la moitié du montant de l'évaluation de tous les biens réels visés aux alinéas a), b) et c) dans un district de services locaux qui sont des « biens non résidentiels » au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'évaluation*;

« assiette fiscale de la communauté rurale » désigne le montant calculé le 15 octobre au plus tard ou aussitôt que possible par la suite, de l'année qui précède l'année pour laquelle la subvention sans condition est déterminée comme étant

“Minister” means the Minister of Finance and includes anyone designated by the Minister to act on the Minister’s behalf;

“rural community tax base” means the amount computed on or before October 15 or as soon thereafter as is practicable of the year previous to the year in respect of which the unconditional grant is determined as

(a) the total assessed value of all real property liable to taxation under the *Assessment Act* in a rural community, excluding

- (i) real property owned by the rural community,
- (ii) real property of utility commissions owned by the rural community, and
- (iii) real property referred to in paragraph (b.1) of the definition “real property” under the *Assessment Act*;

(b) the assessed value of all real property in a rural community owned by the Crown in right of New Brunswick;

(c) the assessed value of real property in a rural community owned by the Crown in right of Canada;

(d) the assessed value of real property in a rural community that is exempt from taxation under paragraph 4(1)(l) of the *Assessment Act*; and

(e) one-half of the assessed value of any real property in a rural community referred to in paragraphs (a), (b) and (c) that is “non-residential property” as defined under section 1 of the *Assessment Act*;

“unconditional grant” means

(a) in respect of a municipality, the grant determined in accordance with section 4,

(b) in respect of a local service district, the grant determined in accordance with paragraph 5(1)(a); and

(c) in respect of a rural community, the grant determined in accordance with paragraph 5.01(a).

1973, c.13, s.1; 1977, c.M-11.1, s.18; 1977, c.34, s.1; 1982, c.40, s.1; 1984, c.7, s.1; 1986, c.8, s.78; 1986, c.58, s.1; 1987, c.39, s.1; 1989, c.55, s.34; 1992, c.2, s.35; 1996,

a) le montant total de l’évaluation de tous les biens réels imposables dans une communauté rurale en vertu de la *Loi sur l’évaluation*, à l’exclusion

(i) des biens réels appartenant à la communauté rurale,

(ii) des biens réels des commissions de services publics appartenant à la communauté rurale, et

(iii) des biens réels visés à l’alinéa b.1) de la définition « biens réels » de la *Loi sur l’évaluation*;

b) le montant de l’évaluation de tous les biens réels dans une communauté rurale appartenant à la Couronne du chef du Nouveau-Brunswick;

c) le montant de l’évaluation des biens réels dans une communauté rurale appartenant à la Couronne du chef du Canada;

d) le montant de l’évaluation des biens réels dans une communauté rurale qui bénéficient d’une exonération en vertu de l’alinéa 4(1)l) de la *Loi sur l’évaluation*; et

e) la moitié du montant de l’évaluation de tous biens réels dans une communauté rurale visés aux alinéas a), b) et c) qui sont des « biens non résidentiels » au sens de l’article 1 de la *Loi sur l’évaluation*;

« Commission » Abrogé : 2002, c.22, art.1.

« groupe de municipalités » désigne un groupe de municipalités tel que classé par règlement;

« Ministre » désigne le ministre des Finances et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter;

« subvention sans condition » désigne,

a) en ce qui concerne une municipalité, la subvention déterminée conformément à l’article 4;

b) en ce qui concerne un district de services locaux, la subvention déterminée conformément à l’alinéa 5(1)a); et

c) en ce qui concerne une communauté rurale, la subvention déterminée conformément à l’alinéa 5.01a).

1973, c.13, art.1; 1977, c.M-11.1, art.18; 1977, c.34, art.1; 1982, c.40, art.1; 1984, c.7, art.1; 1986, c.8, art.78; 1986, c.58, art.1; 1987, c.39, art.1; 1989, c.55, art.34; 1992, c.2,

c.83, s.1; 1998, c.41, s.71; 2000, c.26, s.199; 2002, c.22, s.1; 2005, c.7, s.44.

**2** The Minister shall administer this Act and may designate persons to act on his behalf.

1973, c.13, s.2.

**3(1)** When in accordance with subsection 87(2) of the *Municipalities Act*, a municipality has submitted to the Minister of the Environment and Local Government the proposed municipal budget for the next year, the Minister of the Environment and Local Government shall, subject to section 9, approve the proposed municipal budget.

**3(2)** In this section

“municipal budget” means the general fund revenue and expenditure budget.

“provincial net revenues” Repealed: 1985, c.16, s.1.

**3(3)** Repealed: 1996, c.83, s.2.

**3(3.01)** Repealed: 1996, c.83, s.2.

**3(3.1)** Repealed: 1985, c.16, s.1.

**3(4)** Repealed: 1996, c.83, s.2.

**3(5)** Repealed: 1985, c.16, s.1.

1973, c.13, s.3; 1975, c.87, s.1; 1977, c.34, s.2; 1979, c.45, s.1; 1981, c.50, s.1; 1983, c.53, s.1; 1984, c.7, s.2; 1985, c.16, s.1; 1986, c.58, s.2; 1992, c.72, s.1; 1996, c.83, s.2; 2002, c.22, s.2.

**3.1** On or before August 31 of the year prior to that in respect of which the unconditional grant is to be determined or as soon thereafter as practicable, the Lieutenant-Governor in Council shall fix the total amount of unconditional grant for municipalities.

1975, c.87, s.2; 1977, c.34, s.3; 1981, c.50, s.2; 1983, c.53, s.2; 1985, c.16, s.2; 1986, c.58, s.3; 1996, c.83, s.3.

**3.11** Repealed: 1996, c.83, s.4.

1993, c.57, s.1; 1996, c.83, s.4.

**3.12** Repealed: 1996, c.83, s.5.

1994, c.83, s.1; 1996, c.83, s.5.

art.35; 1996, c.83, art.1; 1998, c.41, art.71; 2000, c.26, art.199; 2002, c.22, art.1; 2005, c.7, art.44.

**2** Le Ministre est chargé de l'application de la présente loi et peut désigner des personnes pour le représenter.

1973, c.13, art.2.

**3(1)** Lorsqu'une municipalité lui a présenté, conformément au paragraphe 87(2) de *Loi sur les municipalités*, son projet de budget pour l'année suivante, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux doit, sous réserve de l'article 9, l'approuver.

**3(2)** Dans le présent article, on entend par

« budget municipal », le budget du fonds général des recettes et dépenses.

« recettes provinciales nettes » Abrogé : 1985, c.16, art.1.

**3(3)** Abrogé : 1996, c.83, art.2.

**3(3.01)** Abrogé : 1996, c.83, art.2.

**3(3.1)** Abrogé : 1985, c.16, art.1.

**3(4)** Abrogé : 1996, c.83, art.2.

**3(5)** Abrogé : 1985, c.16, art.1.

1973, c.13, art.3; 1975, c.87, art.1; 1977, c.34, art.2; 1979, c.45, art.1; 1981, c.50, art.1; 1983, c.53, art.1; 1984, c.7, art.2; 1985, c.16, art.1; 1986, c.58, art.2; 1992, c.72, art.1; 1996, c.83, art.2; 2002, c.22, art.2.

**3.1** Le ou avant le 31 août de l'année qui précède celle pour laquelle la subvention sans condition est à déterminer ou aussitôt que praticable par la suite, le lieutenant-gouverneur en conseil doit fixer le montant total de la subvention sans condition aux municipalités.

1975, c.87, art.2; 1977, c.34, art.3; 1981, c.50, art.2; 1983, c.53, art.2; 1985, c.16, art.2; 1986, c.58 art.3; 1996, c.83, art.3.

**3.11** Abrogé : 1996, c.83, art.4.

1993, c.57, art.1; 1996, c.83, art.4.

**3.12** Abrogé : 1996, c.83, art.5.

1994, c.83, art.1; 1996, c.83, art.5.

**3.2** Repealed: 1985, c.16, s.3.  
1975, c.87, s.2; 1977, c.34, s.3; 1984, c.7, s.4; 1985, c.16, s.3.

**3.3** Repealed: 1977, c.34, s.3.  
1975, c.87, s.2; 1977, c.34, s.3.

**3.4** Repealed: 1977, c.34, s.3.  
1975, c.87, s.2; 1977, c.34, s.3.

**3.5** Repealed: 1977, c.34, s.3.  
1975, c.87, s.2; 1977, c.34, s.3.

**4(1)** The definitions in this subsection apply in this section.

“base grant” means the unconditional grant of a municipality for the year 2004. (*subvention de base*)

“group tax base per capita” means the quotient resulting from dividing the sum of the municipal tax base of each municipality in a group of municipalities by the total population of those municipalities. (*assiette fiscale du groupe par habitant*)

“index” means the quotient resulting from dividing the municipal tax base per capita by the group tax base per capita and multiplying the result by 100. (*indice*)

“municipal tax base” means the sum of the following amounts computed for the year 2004:

(a) the total assessed value of all real property liable to taxation under the *Assessment Act* in a municipality, excluding

- (i) real property owned by the municipality,
- (ii) real property of utility commissions owned by the municipality, and
- (iii) real property referred to in paragraph (b.1) of the definition “real property” under the *Assessment Act*;

(b) the assessed value of real property in a municipality owned by the Crown in right of New Brunswick;

(c) the assessed value of real property in a municipality owned by the Crown in right of Canada;

**3.2** Abrogé : 1985, c.16, art.3.  
1975, c.87, art.2; 1977, c.34, art.3; 1984, c.7, art.4; 1985, c.16, art.3.

**3.3** Abrogé : 1977, c.34, art.3.  
1975, c.87, art.2; 1977, c.34, art.3.

**3.4** Abrogé : 1977, c.34, art.3.  
1975, c.87, art.2; 1977, c.34, art.3.

**3.5** Abrogé : 1977, c.34, art.3.  
1975, c.87, art.2; 1977, c.34, art.3.

**4(1)** Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

« assiette fiscale du groupe par habitant » Le quotient obtenu lorsque la somme de l’assiette fiscale municipale de chaque municipalité dans un groupe de municipalités est divisée par la population totale de ces municipalités. (*group tax base per capita*)

« assiette fiscale municipale » La somme des montants suivants calculés comme suit pour l’année 2004 :

a) le montant total de l’évaluation de tous les biens réels imposables dans une municipalité en vertu de la *Loi sur l’évaluation*, à l’exclusion de ce qui suit :

- (i) des biens réels appartenant à la municipalité,
- (ii) des biens réels des commissions de services publics appartenant à la municipalité,
- (iii) des biens réels visés à l’alinéa b.1) de la définition « biens réels » de la *Loi sur l’évaluation*;

b) le montant de l’évaluation des biens réels dans une municipalité appartenant à la Couronne du chef du Nouveau-Brunswick;

c) le montant de l’évaluation des biens réels dans une municipalité appartenant à la Couronne du chef du Canada;

d) le montant de l’évaluation des biens réels dans une municipalité qui bénéficie d’une exonération en vertu de l’alinéa 4(1)l) de la *Loi sur l’évaluation*;

e) la moitié du montant de l’évaluation de tous biens réels dans une municipalité visés aux alinéas a), b) et c)

(d) the assessed value of real property in a municipality that is exempt from taxation under paragraph 4(1)(1) of the *Assessment Act*; and

(e) one-half of the assessed value of any real property in a municipality referred to in paragraphs (a), (b) and (c) that is “non-residential property” as defined under section 1 of the *Assessment Act*. (*assiette fiscale municipale*)

“municipal tax base per capita” means the quotient resulting from dividing the municipal tax base of a municipality by the population of the municipality. (*assiette fiscale municipale par habitant*)

“population” means the population for the year 2001 as determined under section 7. (*population*)

**4(2)** When computing the municipal tax base for the purposes of paragraph (c) of the definition “municipal tax base” in subsection (1), the assessed value of real property in a municipality owned by the Crown in right of Canada shall be the amount determined by the Minister of the Environment and Local Government in accordance with subsection (3).

**4(3)** The assessed value of real property in a municipality owned by the Crown in right of Canada shall be determined by the Minister of the Environment and Local Government by making

(a) adjustments to the assessed value of the real property to reflect the 2002 property value determined under the *Payments in Lieu of Taxes Act* (Canada), and

(b) such other adjustments as may be required to be made in respect of real property reclassifications and alterations and other modifications to real property so as to reflect the anticipated property value determined under the *Payments in Lieu of Taxes Act* (Canada).

**4(4)** The unconditional grant of a municipality for the year 2005 is:

(a) if the index for the municipality is 100 or more, the base grant of the municipality; or

(b) if the index for the municipality is less than 100, the sum of the following:

qui sont des « biens non résidentiels » au sens de l'article 1 de la *Loi sur l'évaluation*. (*municipal tax base*)

« assiette fiscale municipale par habitant » Le quotient obtenu en divisant l'assiette fiscale municipale d'une municipalité par la population de la municipalité. (*municipal tax base per capita*)

« indice » Le produit obtenu en multipliant par 100 le quotient qu'on obtient lorsque l'assiette fiscale municipale par habitant est divisée par l'assiette fiscale du groupe par habitant. (*index*)

« population » La population pour l'année 2001 déterminée en vertu de l'article 7. (*population*)

« subvention de base » La subvention sans condition d'une municipalité pour l'année 2004. (*base grant*)

**4(2)** Lors du calcul de l'assiette fiscale municipale aux fins de l'alinéa c) de la définition « assiette fiscale municipale » au paragraphe (1), le montant de l'évaluation des biens réels dans une municipalité appartenant à la Couronne du chef du Canada est déterminé par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux conformément au paragraphe (3).

**4(3)** Le montant de l'évaluation des biens réels dans une municipalité appartenant à la Couronne du chef du Canada est déterminé par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux en faisant

a) les ajustements au montant de l'évaluation des biens réels afin de refléter la valeur effective de l'année 2002 déterminée en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* (Canada), et

b) tous les autres ajustements qui peuvent être requis relativement à la reclassification des biens réels, aux changements et autres modifications apportés aux biens réels de façon à refléter la valeur effective déterminée en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* (Canada) qui est prévue.

**4(4)** La subvention sans condition d'une municipalité pour l'année 2005 est déterminée comme suit :

a) si l'indice pour la municipalité est égale à 100 ou plus, la subvention de base de la municipalité;

b) si l'indice pour la municipalité est inférieure à 100, la somme de ce qui suit :

- (i) the base grant of the municipality; and
- (ii) the base grant of the municipality multiplied by the product of
  - (A) 0.5%, and
  - (B) the difference between 100 and the index.

**4(5)** The unconditional grant of a municipality for the year 2006 is:

- (a) if the index for the municipality is 100 or more, the base grant of the municipality; or
- (b) if the index for the municipality is less than 100, the sum of the following:
  - (i) the base grant of the municipality, and
  - (ii) the base grant of the municipality multiplied by the product of
    - (A) 1%, and
    - (B) the difference between 100 and the index.

**4(6)** The unconditional grant of a municipality for the year 2007 is the sum of the following:

- (a) the unconditional grant of the municipality for the year 2006; and
- (b) 2% of the unconditional grant of the municipality for the year 2006.

**4(7)** The unconditional grant of a municipality for the year 2008 is the sum of the following:

- (a) the unconditional grant of the municipality for the year 2007; and
- (b) 2% of the unconditional grant of the municipality for the year 2007.

1973, c.13, s.4; 1977, c.34, s.4; 1984, c.7, s.5; 1985, c.16, s.4; 1986, c.58, s.4; 1987, c.39, s.2; 1996, c.83, s.6; 2003, c.32, s.2, 2004, c.41, s.1.

- (i) la subvention de base de la municipalité,
- (ii) le produit obtenu par la multiplication de la subvention de base de la municipalité par les facteurs suivants :
  - (A) 0,5 %,
  - (B) la différence entre 100 et l'indice.

**4(5)** La subvention sans condition d'une municipalité pour l'année 2006 est déterminée comme suit :

- a) si l'indice pour la municipalité est égale à 100 ou plus, la subvention de base de la municipalité;
- b) si l'indice pour la municipalité est inférieure à 100, la somme de ce qui suit :
  - (i) la subvention de base de la municipalité,
  - (ii) le produit obtenu par la multiplication de la subvention de base de la municipalité par les facteurs suivants :
    - (A) 1 %,
    - (B) la différence entre 100 et l'indice.

**4(6)** La subvention sans condition d'une municipalité pour l'année 2007 est la somme de ce qui suit :

- a) la subvention sans condition de la municipalité pour l'année 2006;
- b) 2 % de la subvention sans condition de la municipalité pour l'année 2006.

**4(7)** La subvention sans condition d'une municipalité pour l'année 2008 est la somme de ce qui suit :

- a) la subvention sans condition de la municipalité pour l'année 2007;
- b) 2 % de la subvention sans condition de la municipalité pour l'année 2007.

1973, c.13, art.4; 1977, c.34, art.4; 1984, c.7, art.5; 1985, c.16, art.4; 1986, c.58, art.4; 1987, c.39, art.2; 1996, c.83, art.6; 2003, c.32, art.2, 2004, c.41, art.1.

**4.01** Repealed: 2004, c.41, s.2.

1996, c.83, s.7; 2001, c.38, s.1; 2002, c.45, s.1; 2003, c.31, s.1; 2004, c.41, s.2.

**4.1** Repealed: 1996, c.83, s.8.

1986, c.58, s.5; 1996, c.83, s.8.

**4.2** Repealed: 1999, c.23, s.3.

1993, c.57, s.2; 1999, c.23, s.3.

**4.3** Repealed: 1996, c.83, s.9.

1993, c.57, s.2; 1996, c.83, s.9.

**4.4** On or before August 31 of the year prior to that in respect of which the unconditional grant is to be determined or as soon thereafter as practicable, the Lieutenant-Governor in Council shall fix the total amount of unconditional grant for local service districts.

1993, c.57, s.2; 2003, c.31, s.2.

**4.41** On or before August 31 of the year prior to that in respect of which the unconditional grant is to be determined or as soon thereafter as practicable, the Lieutenant-Governor in Council shall fix the total amount of unconditional grant for rural communities.

2005, c.7, s.44.

**4.5** Repealed: 1999, c.23, s.3.

1993, c.57, s.2; 1999, c.23, s.3.

**5(1)** Each year the Minister of the Environment and Local Government shall

(a) credit to each local service district an unconditional grant determined in accordance with the regulations,

(b) Repealed: 1999, c.23, s.3.

(c) compute and credit to each local service district the amount to be raised on the local service district tax base.

**5(2)** Repealed: 1996, c.83, s.10.

**5(3)** When computing the local service district tax base for the purposes of paragraph (1)(c), the assessed value of real property in a local service district owned by the Crown in right of Canada shall be the amount determined

**4.01** Abrogé : 2004, c.41, art.2.

1996, c.83, art.7; 2001, c.38, art.1; 2002, c.45, art.1; 2003, c.31, art.1; 2004, c.41, art.2.

**4.1** Abrogé : 1996, c.83, art.8.

1986, c.58, art.5; 1996, c.83, art.8.

**4.2** Abrogé : 1999, c.23, art.3.

1993, c.57, art.2; 1999, c.23, art.3.

**4.3** Abrogé : 1996, c.83, art.9.

1993, c.57, art.2; 1996, c.83, art.9.

**4.4** Le lieutenant-gouverneur en conseil doit, au plus tard le 31 août de l'année qui précède celle pour laquelle la subvention sans condition doit être déterminée ou aussitôt que praticable par la suite, fixer le montant total de la subvention sans condition pour les districts de services locaux.

1993, c.57, art.2; 2003, c.31, art.2.

**4.41** Le lieutenant-gouverneur en conseil doit, au plus tard le 31 août de l'année qui précède celle pour laquelle la subvention sans condition doit être déterminée ou aussitôt que praticable par la suite, fixer le montant total de la subvention sans condition pour les communautés rurales.

2005, c.7, art.44.

**4.5** Abrogé : 1999, c.23, art.3.

1993, c.57, art.2; 1999, c.23, art.3.

**5(1)** Chaque année le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux doit

a) porter au crédit de chaque district de services locaux une subvention sans condition déterminée conformément aux règlements,

b) Abrogé : 1999, c.23, art.3.

c) calculer et porter au crédit de chaque district de services locaux un montant à être réuni sur l'assiette fiscale du district de services locaux.

**5(2)** Abrogé : 1996, c.83, art.10.

**5(3)** Lors du calcul de l'assiette fiscale d'un district de services locaux aux fins de l'alinéa (1)c), le montant de l'évaluation des biens réels appartenant à la Couronne du chef du Canada situés dans le district de services locaux



by the Minister of the Environment and Local Government in accordance with subsection (4).

**5(4)** The assessed value of real property in a local service district owned by the Crown in right of Canada shall be determined by the Minister of the Environment and Local Government by making

(a) adjustments to the assessed value of the real property to reflect the previous year's property value determined under the *Payments in Lieu of Taxes Act* (Canada), and

(b) such other adjustments as may be required be made in respect of real property reclassifications and alterations and other modifications to real property so as to reflect the anticipated property value determined under the *Payments in Lieu of Taxes Act* (Canada).

**5(5)** Where an amount credited by the Minister of the Environment and Local Government to a local service district in respect of a grant under the *Payments in Lieu of Taxes Act* (Canada) for a fiscal year is less than the amount actually received by the Province, the Minister of the Environment and Local Government shall for the second next ensuing year cause the difference to be credited to the estimate under paragraph 27.01(1)(a) of the *Municipalities Act*.

**5(6)** Where an amount credited by the Minister of the Environment and Local Government to a local service district in respect of a grant under the *Payments in Lieu of Taxes Act* (Canada) for a fiscal year exceeds the amount actually received by the Province, the Minister of the Environment and Local Government shall for the second next ensuing year cause the difference to be debited from the estimate under paragraph 27.01(1)(a) of the *Municipalities Act*.

1973, c.13, s.5; 1986, c.58, s.6; 1987, c.39, s.3; 1992, c.72, s.2; 1993, c.57, s.3; 1996, c.83, art.10; 1999, c.23, s.3; 2000, c.26, s.199; 2005, c.7, s.44.

**5.01** Each year the Minister of the Environment and Local Government shall

(a) determine in accordance with the regulations an unconditional grant for each rural community,

est déterminé par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux conformément au paragraphe (4).

**5(4)** Le montant de l'évaluation des biens réels appartenant à la Couronne du chef du Canada situés dans un district de services locaux est déterminé par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux en faisant

a) les ajustements au montant de l'évaluation des biens réels afin de refléter la valeur effective de l'année précédente déterminée en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* (Canada), et

b) tous les autres ajustements qui peuvent être requis relativement à la reclassification des biens réels, aux changements et autres modifications apportés aux biens réels de façon à refléter la valeur effective déterminée en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* (Canada) qui est prévue.

**5(5)** Lorsque le montant porté au crédit d'un district de services locaux par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux relativement à une subvention en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* (Canada) pour un exercice financier est moindre que le montant effectivement reçu par la province, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux doit, pour la deuxième année qui suit immédiatement, faire en sorte que la différence soit portée au crédit du budget préparé en vertu de l'alinéa 27.01(1)a).

**5(6)** Lorsque le montant porté au crédit d'un district de services locaux par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux relativement à une subvention en vertu de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* (Canada) pour un exercice financier dépasse le montant effectivement reçu par la province, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux doit, pour la deuxième année qui suit immédiatement, faire en sorte que la différence soit portée au débit du budget préparé en vertu de l'alinéa 27.01(1)a) de la *Loi sur les municipalités*.

1973, c.13, art.5; 1986, c.58, art.6; 1987, c.39, art.3; 1992, c.72, art.2; 1993, c.57, art.3; 1996, c.83, art.10; 1999, c.23, art.3; 2000, c.26, art.199; 2005, c.7, art.44.

**5.01** Chaque année le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux doit

a) déterminer conformément aux règlements une subvention sans condition pour chaque communauté rurale,

(b) credit to each rural community the portion of the unconditional grant determined under paragraph (a) that relates to the provision of services by the Minister of the Environment and Local Government, and

(c) compute and credit to each rural community the amount to be raised on the rural community tax base for the provision of services by the Minister of the Environment and Local Government.

2005, c.7, s.44.

**5.1** Repealed: 2005, c.7, s.44.

1994, c.93, s.4; 2005, c.7, s.44.

**6** On or before the first day of each month in each year, the Minister shall pay to each municipality

(a) a portion of the grant determined under section 4 for the municipality,

(b) one-twelfth of the amount estimated under paragraph 87(2)(b) of the *Municipalities Act*, and

(b.1) Repealed: 1999, c.23, s.3.

(c) Repealed: 1987, c.39, s.4.

(d) Repealed: 1996, c.83, s.11.

(e) Repealed: 1996, c.83, s.11.

1973, c.13, s.6; 1986, c.58, s.7; 1987, c.39, s.4; 1993, c.57, s.4; 1996, c.46, s.24; 1996, c.83, s.11; 1999, c.23, s.3.

**6.001** If the municipal tax base of a municipality under the *Municipalities Act* includes the assessed value of real property in the municipality that is exempt from taxation under paragraph 4(1)(l) of the *Assessment Act*, the portion of the amount referred to in paragraph 6(b) that is equal to the tax on such real property that would be due and owing to the municipality under subsection 5(2.001) of the *Real Property Tax Act* if the real property were not exempt from taxation under paragraph 4(1)(l) of the *Assessment Act* shall be deemed to be a grant paid by the Minister to the municipality.

2003, c.32, s.2.

**6.01(1)** Notwithstanding any provision in this Act, other than this section, or in any other Act or any regulation under this Act or any other Act, a municipality that collects

b) porter au crédit de chaque communauté rurale une fraction de la subvention sans condition déterminée en vertu de l'alinéa a) afférente à la fourniture de services par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux, et

c) calculer et porter au crédit de chaque communauté rurale un montant à être réuni sur l'assiette fiscale de la communauté rurale pour la fourniture de services par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux.

2005, c.7, art.44.

**5.1** Abrogé : 2005, c.7, art.44.

1994, c.93, art.4; 2005, c.7, art.44.

**6** Au plus tard, le premier jour de chaque mois d'une année, le Ministre doit verser à chaque municipalité

a) une fraction de la subvention pour la municipalité déterminée en vertu de l'article 4;

b) un douzième de la part du budget en vertu de l'alinéa 87(2)b) de la *Loi sur les municipalités*, et

b.1) Abrogé : 1999, c.23, art.3.

c) Abrogé : 1987, c.39, art.4.

d) Abrogé : 1996, c.83, art.11.

e) Abrogé : 1996, c.83, art.11.

1973, c.13, art.6; 1986, c.58, art.7; 1987, c.39, art.4; 1993, c.57, art.4; 1996, c.46, art.24; 1996, c.83, art.11; 1999, c.23, art.3.

**6.001** Si l'assiette fiscale municipale d'une municipalité en vertu de la *Loi sur les municipalités* comprend le montant de l'évaluation des biens réels dans la municipalité qui bénéficient d'une exonération en vertu de l'alinéa 4(1)l) de la *Loi sur l'évaluation*, la fraction de la part visée à l'alinéa 6b) qui est égale à l'impôt sur ces biens réels qui serait dû et payable à la municipalité en application du paragraphe 5(2.001) de la *Loi sur l'impôt foncier* si ces biens réels ne bénéficiaient pas d'une exonération en vertu de l'alinéa 4(1)l) de la *Loi sur l'évaluation* est réputée être une subvention versée par le Ministre à la municipalité.

2003, c.32, art.2.

**6.01(1)** Nonobstant toute disposition de la présente loi, autre que le présent article, ou de toute autre loi ou de tout règlement établi en vertu de la présente loi ou de toute

tax and penalties under subsection 6(2) of the *Real Property Tax Act* is not entitled to the payment under paragraph 6(b) for the period of time of such collection.

**6.01(2)** Notwithstanding any provision in this Act, other than this section, or in any other Act or any regulation under this Act or any other Act, where the Minister collects, under the *Real Property Tax Act*, the tax imposed by a municipality under paragraph 5(2)(a) of the *Real Property Tax Act* and the penalties on the tax for and on behalf of the municipality and the municipality claims the tax and penalties from the Minister, the municipality is not entitled to the payment under paragraph 6(b).

**6.01(3)** Notwithstanding any provision in this Act, other than this section, or in any other Act or any regulation under this Act or any other Act, where a municipality has been paid the amounts under paragraph 6(b) for a year, whether before or after the commencement of this subsection, the payment shall be deemed to be in full satisfaction of the payment over to the municipality of the tax imposed under paragraph 5(2)(a) of the *Real Property Tax Act* and the penalties on the tax for that year.

1996, c.46, s.24; 2000, c.26, s.199; 2004, c.7, s.44.

**6.02** On or before the first day of each month in each year, the Minister shall pay to each rural community

(a) a portion of the grant determined under paragraph 5.01(a) for the rural community that remains after the rural community has been credited with a portion of the grant under paragraph 5.01(b), and

(b) one-twelfth of the amount estimated under paragraph 190.081(2)(b) of the *Municipalities Act*.

2004, c.7, s.44.

**6.03** If the rural community tax base of a rural community under the *Municipalities Act* includes the assessed value of real property in the rural community that is exempt from taxation under paragraph 4(1)(l) of the *Assessment Act*, the portion of the amount referred to in paragraph 6.02(b) that is equal to the tax on such real property that would be due and owing to the rural community under subsection 5(2.003) of the *Real Property Tax Act* if the real property were not exempt from taxation under para-

autre loi, la municipalité qui perçoit l'impôt et les pénalités en vertu du paragraphe 6(2) de la *Loi sur l'impôt foncier* n'a pas droit au paiement en vertu de l'alinéa 6b) pour la période de cette perception.

**6.01(2)** Nonobstant toute disposition de la présente loi, autre que le présent article, ou de toute autre loi ou de tout règlement établi en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, lorsque le Ministre perçoit, en vertu de la *Loi sur l'impôt foncier*, l'impôt levé par une municipalité en application de l'alinéa 5(2)a) de la *Loi sur l'impôt foncier* et les pénalités relatives à l'impôt pour la municipalité et au nom de celle-ci et que la municipalité réclame l'impôt et les pénalités au Ministre, la municipalité n'a pas droit au paiement prévu à l'alinéa 6b).

**6.01(3)** Nonobstant toute disposition de la présente loi, autre que le présent article, ou de toute autre loi ou de tout règlement établi en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, lorsque les montants prévus à l'alinéa 6b) pour un an ont été payés à la municipalité, que ce soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le paiement est réputé être un acquittement entier du paiement à la municipalité de l'impôt levé en application de l'alinéa 5(2)a) de la *Loi sur l'impôt foncier* et des pénalités relatives à l'impôt pour cette année.

1996, c.46, art.24; 2000, c.26, art.199; 2005, c.7, art.44.

**6.02** Au plus tard, le premier jour de chaque mois d'une année, le Ministre doit verser à chaque communauté rurale

a) une fraction de la subvention pour la communauté rurale déterminée en vertu de l'alinéa 5.01a) qui reste après que la communauté rurale a été créditée d'une fraction de la subvention en vertu de l'alinéa 5.01b), et

b) un douzième de la part du budget en vertu de l'alinéa 190.081(2)b) de la *Loi sur les municipalités*.

2005, c.7, art.44.

**6.03** Si l'assiette fiscale d'une communauté rurale en vertu de la *Loi sur les municipalités* comprend le montant de l'évaluation des biens réels dans la communauté rurale qui bénéficient d'une exonération en vertu de l'alinéa 4(1)l) de la *Loi sur l'évaluation*, la fraction de la part visée à l'alinéa 6.02b) qui est égale à l'impôt sur ces biens réels qui serait dû et payable à la communauté rurale en application du paragraphe 5(2.003) de la *Loi sur l'impôt foncier* si ces biens réels ne bénéficiaient pas d'une exonéra-

graph 4(1)(l) of the *Assessment Act* shall be deemed to be a grant paid by the Minister to the rural community.

2004, c.7, s.44.

**6.04(1)** Notwithstanding any provision in this Act, other than this section, or in any other Act or any regulation under this Act or any other Act, a rural community that collects tax and penalties under subsection 6(4) of the *Real Property Tax Act* is not entitled to the payment under paragraph 6.02(b) for the period of time of such collection.

**6.04(2)** Notwithstanding any provision in this Act, other than this section, or in any other Act or any regulation under this Act or any other Act, where the Minister collects, under the *Real Property Tax Act*, the tax imposed by a rural community under paragraph 5(2)(a.1) of the *Real Property Tax Act* and the penalties on the tax for and on behalf of the rural community and the rural community claims the tax and penalties from the Minister, the rural community is not entitled to the payment under paragraph 6.02(b).

**6.04(3)** Notwithstanding any provision in this Act, other than this section, or in any other Act or any regulation under this Act or any other Act, where a rural community has been paid the amounts under paragraph 6.02(b) for a year, whether before or after the commencement of this subsection, the payment shall be deemed to be in full satisfaction of the payment over to the rural community of the tax imposed under paragraph 5(2)(a.1) of the *Real Property Tax Act* and the penalties on the tax for that year.

2004, c.7, s.44.

**6.1** Repealed: 1996, c.83, s.12.

1991, c.E-13.1, s.17; 1996, c.83, s.12.

**7(1)** For the purpose of determining the unconditional grant of a municipality or rural community, the population of the municipality or rural community shall be determined by the Minister by adopting the final population figure from the latest official census of Statistics Canada or in such other manner as is prescribed by regulation.

**7(2)** In the case of an incorporation, amalgamation, annexation or decrement of a municipality, the Minister of the Environment and Local Government may determine

tion en vertu de l'alinéa 4(1)l) de la *Loi sur l'évaluation* est réputée être une subvention versée par le Ministre à la communauté rurale.

2005, c.7, art.44.

**6.04(1)** Nonobstant toute disposition de la présente loi, autre que le présent article, ou de toute autre loi ou de tout règlement établi en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, la communauté rurale qui perçoit l'impôt et les pénalités en vertu du paragraphe 6(4) de la *Loi sur l'impôt foncier* n'a pas droit au paiement en vertu de l'alinéa 6.02b) pour la période de cette perception.

**6.04(2)** Nonobstant toute disposition de la présente loi, autre que le présent article, ou de toute autre loi ou de tout règlement établi en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, lorsque le Ministre perçoit, en vertu de la *Loi sur l'impôt foncier*, l'impôt levé par une communauté rurale en application de l'alinéa 5(2)a.1) de la *Loi sur l'impôt foncier* et les pénalités relatives à l'impôt pour la communauté rurale et au nom de celle-ci et que la communauté rurale réclame l'impôt et les pénalités au Ministre, la communauté rurale n'a pas droit au paiement prévu à l'alinéa 6.02b).

**6.04(3)** Nonobstant toute disposition de la présente loi, autre que le présent article, ou de toute autre loi ou de tout règlement établi en vertu de la présente loi ou de toute autre loi, lorsque les montants prévus à l'alinéa 6.02b) pour un an ont été payés à la communauté rurale, que ce soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le paiement est réputé être un acquittement entier du paiement à la communauté rurale de l'impôt levé en application de l'alinéa 5(2)a.1) de la *Loi sur l'impôt foncier* et des pénalités relatives à l'impôt pour cette année.

2005, c.7, art.44.

**6.1** Abrogé : 1996, c.83, art.12.

1991, c.E-13.1, art.17; 1996, c.83, art.12.

**7(1)** Afin de déterminer la subvention sans condition d'une municipalité ou d'une communauté rurale, la population de la municipalité ou de la communauté rurale doit être déterminée par le Ministre par l'adoption du chiffre définitif de population du dernier recensement officiel de Statistique Canada ou de toute autre manière prescrite par règlement.

**7(2)** Dans le cas d'une constitution en municipalité, d'une fusion, d'une annexion ou une réduction des limites municipales, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux peut déterminer

(a) the population of a municipality, and

(b) the municipal tax base.

(c) Repealed: 2004, c.41, s.3.

**7(3)** In the case of an incorporation, amalgamation, annexation or decrement of a rural community, the Minister of the Environment and Local Government may determine

(a) the population of a rural community, and

(b) the rural community tax base.

1973, c.13, s.7; 1979, c.45, s.2; 1987, c.6, s.66; 1996, c.83, s.13; 2004, c.41, s.3; 2005, c.7, s.44.

**8** Repealed: 1986, c.58, s.8.

1973, c.13, s.8; 1986, c.58, s.8.

**9(1)** Where the Minister of the Environment and Local Government requires, a municipality shall participate in partnership budgeting wherein the municipality shall provide the Minister of the Environment and Local Government with a full explanation and justification of its projected revenues and proposed expenditures.

**9(2)** Where the Minister of the Environment and Local Government requires partnership budgeting pursuant to subsection (1), the Minister of the Environment and Local Government may refuse to approve any part of the proposed municipal budget that he considers excessive, having regard to the standard of services provided by the municipality in previous years and the proposed development and improvement of services in the municipality.

**9(2.1)** The decision of the Minister of the Environment and Local Government not to approve a part of the proposed municipal budget for a municipality under subsection (2) is final and not subject to review.

**9(2.2)** This section applies with the necessary modifications to a rural community.

**9(3)** Repealed: 1977, c.34, s.5.

**9(4)** Repealed: 1977, c.34, s.5.

1973, c.13, s.9; 1977, c.34, s.5; 2001, c.15, s.2; 2002, c.22, s.3; 2005, c.7, s.44.

a) la population d'une municipalité, et

b) l'assiette fiscale municipale.

c) Abrogé : 2004, c.41, art.3.

**7(3)** Dans le cas d'une constitution, d'une fusion, d'une annexion ou d'une réduction des limites d'une communauté rurale, le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux peut déterminer

a) la population de la communauté rurale, et

b) l'assiette fiscale de la communauté rurale.

1973, c.13, art.7; 1979, c.45, art.2; 1987, c.6, art.66; 1996, c.83, art.13; 2004, c.41, art.3; 2005, c.7, art.44.

**8** Abrogé : 1986, c.58, art.8.

1973, c.13, art.8; 1986, c.58, art.8.

**9(1)** Une municipalité est tenue, si le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux le lui prescrit, de participer à la préparation en commun de son budget en lui fournissant une explication et justification circonstanciée de ses prévisions de recettes et projets de dépenses.

**9(2)** Le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux peut, s'il a prescrit la préparation en commun du budget, refuser d'approuver toute partie du budget municipal proposé qu'il estime excessive compte tenu de la qualité des services que la municipalité a fournis au cours des années précédentes et du projet d'expansion et d'amélioration des services de la municipalité.

**9(2.1)** La décision du ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux de ne pas approuver une partie du budget municipal proposé d'une municipalité en vertu du paragraphe (2) est définitive et ne peut être révisée.

**9(2.2)** Le présent article s'applique avec les adaptations nécessaires à une communauté rurale.

**9(3)** Abrogé : 1977, c.34, art.5.

**9(4)** Abrogé : 1977, c.34, art.5.

1973, c.13, art.9; 1977, c.34, art.5; 2001, c.15, art.2; 2002, c.22, art.3; 2005, c.7, art.44.

**10** Repealed: 2002, c.22, s.4.

1973, c.13, s.10; 1977, c.34, s.6; 1981, c.49, s.1; 2001, c.15, s.2; 2002, c.22, s.4.

**11** Repealed: 2002, c.22, s.5.

1973, c.13, s.11; 2002, c.22, s.5.

**11.1** Repealed: 1977, c.34, s.7.

1975, c.87, s.3; 1977, c.34, s.7.

**12** Repealed: 1979, c.45, s.3.

1973, c.13, s.12; 1979, c.45, s.3.

**13(1)** The Lieutenant-Governor in Council may pay to a municipality or rural community or credit to a local service district a stimulation grant to assist the municipality, rural community or local service district in developing or improving the standard of a service or facility.

**13(2)** A grant paid or credited under subsection (1) may be either current or capital in nature but if the grant is capital in nature, it shall be used by the municipality, the rural community or the Minister of the Environment and Local Government to reduce any capital borrowing related to the service or facility for which the grant is made unless the Lieutenant-Governor in Council agrees to pay or credit an annual grant related to the amortization and maintenance costs of a project in lieu of a grant to be used to reduce the capital borrowing.

**13(3)** The Lieutenant-Governor in Council may attach terms and conditions to a stimulation grant.

**13(4)** The total amount of stimulation grants to be paid in any year may be fixed by order of the Lieutenant-Governor in Council and shall not exceed fifteen per cent of the total of

(a) the unconditional grants determined under paragraph 5(1)(a),

(b) the amounts required to be paid under paragraph 6(a), and

(c) the unconditional grants determined under paragraph 5.01(a).

**10** Abrogé : 2002, c.22, art.4.

1973, c.13, art.10; 1977, c.34, art.6; 1981, c.49, art.1; 2001, c.15, art.2; 2002, c.22, art.4.

**11** Abrogé : 2002, c.22, art.5.

1973, c.13, art.11; 2002, c.22, art.5.

**11.1** Abrogé : 1977, c.34, art.7.

1975, c.87, art.3; 1977, c.34, art.7.

**12** Abrogé : 1979, c.45, art.3.

1973, c.13, art.12; 1979, c.45, art.3.

**13(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut verser à une municipalité ou à une communauté rurale ou porter au crédit d'un district de services locaux une subvention d'encouragement pour aider la municipalité, la communauté rurale ou le district de services locaux à aménager un service ou une installation ou à en améliorer la qualité.

**13(2)** Une subvention versée ou créditée en application du paragraphe (1) peut être affectée soit aux dépenses courantes, soit aux dépenses en immobilisations, mais si elle est affectée aux dépenses en immobilisations, la municipalité, la communauté rurale ou le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux doit l'utiliser pour réduire tout emprunt de capitaux afférent au service ou à l'installation qui fait l'objet de la subvention à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'accepte de verser ou de créditer une subvention annuelle afférente aux frais d'amortissement et d'entretien d'un projet au lieu d'une subvention destinée à servir à réduire l'emprunt de capitaux.

**13(3)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut annexer des modalités et conditions à une subvention d'encouragement.

**13(4)** Le montant total des subventions d'encouragement qui seront versées pour une année quelconque peut être fixé par décret du lieutenant-gouverneur en conseil et ne doit pas dépasser quinze pour cent du total

a) des subventions sans condition déterminées aux termes de l'alinéa 5(1)a),

b) des montants qui doivent être versés aux termes de l'alinéa 6a), et

c) des subventions sans condition déterminées aux termes de l'alinéa 5.01a).

**13(5)** Stimulation grants paid to municipalities and rural communities upon an amalgamation or annexation are not subject to the limitation provided in subsection (4).

**13(6)** A stimulation grant may be paid or credited in one or more annual instalments not exceeding ten, but where a stimulation grant is being paid or credited in respect of a service or facility the costs of which are to be met on an amortized basis in relation to principal and interest, the stimulation grant may be paid or credited in whole or in part in conjunction with the schedule of amortization.

**13(7)** For the purposes of this section, a corporation created or continued under section 15.2 of the *Clean Environment Act* and a regional solid waste commission established under section 15.3 of the *Clean Environment Act* shall be deemed to be municipalities.

1973, c.13, s.13; 1974, c.32(Supp.), s.1; 1975, c.39, s.1; 1982, c.3, s.49; 1994, c.91, s.6; 1996, c.83, s.14; 2005, c.7, s.44.

**13.1(1)** For the year 2005, the Minister shall pay to the Village of Bath a special payment of \$584.

**13.1(2)** For each of the years 2005 and 2006, the Minister shall pay to Centreville a special payment of \$75.

**13.1(3)** For each of the years 2005 and 2006, the Minister shall pay to the Town of Hartland a special payment of \$1,707.

**13.1(4)** For the year 2005, the Minister shall pay to Lamèque a special payment of \$7,950.

**13.1(5)** The Minister shall pay to the Village of Paquetville the following special payments:

(a) for each of the years 2005 and 2006, \$5,442;

(b) for the year 2007, \$4,466; and

(c) for the year 2008, \$3,471.

2003, c.31, s.3; 2004, c.41, s.4.

**14** The Lieutenant-Governor in Council may, on the terms and conditions agreed upon, grant to a municipality or rural community that is in financial difficulty such as-

**13(5)** Les subventions d'encouragement versées aux municipalités et aux communautés rurales lors d'un fusionnement ou d'une annexion ne sont pas assujetties au plafond prévu au paragraphe (4).

**13(6)** Une subvention d'encouragement peut être payée ou créditée en un ou plusieurs versements annuels, sans que le nombre de ces versements puisse dépasser dix; toutefois, une subvention d'encouragement qui est payée ou créditée en vue d'aménager un service ou une installation dont le coût en principal et intérêts sera réglé par voie d'amortissement peut être payée ou créditée en tout ou partie conformément au tableau d'amortissement.

**13(7)** Pour l'application du présent article, une corporation créée ou maintenue en application de l'article 15.2 de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement*, et une commission régionale de gestion des matières usées solides établie en application de l'article 15.3 de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement* sont réputées être des municipalités.

1973, c.13, art.13; 1974, c.32(Supp.), art.1; 1975, c.39, art.1; 1982, c.3, art.49; 1994, c.91, art.6; 1996, c.83, art.14; 2005, c.7, art.44.

**13.1(1)** Le Ministre doit, pour l'année 2005, faire un paiement spécial de 584 \$ au village appelé Village of Bath.

**13.1(2)** Le Ministre doit, pour chacune des années 2005 et 2006, faire un paiement spécial de 75 \$ à Centreville.

**13.1(3)** Le Ministre doit, pour chacune des années 2005 et 2006, faire un paiement spécial de 1 707 \$ à la ville appelée Town of Hartland.

**13.1(4)** Le Ministre doit, pour l'année 2005, faire un paiement spécial de 7 950 \$ à Lamèque.

**13.1(5)** Le Ministre doit faire des paiements spéciaux au Village de Paquetville comme suit :

a) 5 442 \$, pour chacune des années 2005 et 2006;

b) 4 466 \$, pour l'année 2007;

c) 3 471 \$, pour l'année 2008.

2003, c.31, art.3; 2004, c.41, art.4.

**14** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, selon les modalités et conditions convenues, accorder à une municipalité ou à une communauté rurale qui se trouve en dif-

sistance by way of loan, guarantee, grant or otherwise as he considers necessary.

1973, c.13, s.14; 2005, c.7, s.44.

**14.1** The *Regulations Act* does not apply to an order made under this Act other than a regulation made under section 15.

1985, c.16, s.5.

**15(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) Repealed: 2002, c.22, s.6.

(b) Repealed: 2002, c.22, s.6.

(b.1) classifying groups of municipalities;

(b.2) respecting the determination of an unconditional grant to be credited to a local service district under paragraph 5(1)(a),

(b.21) respecting the determination of an unconditional grant for a rural community under paragraph 5.01(a);

(b.3) prescribing the manner of determining the population of a municipality or rural community;

(b.4) defining any word or expression used in this Act but not defined in this Act;

(c) Repealed: 1979, c.45, s.4.

(c.1) Repealed: 1986, c.58, s.9.

(d) Repealed: 1979, c.45, s.4.

(e) generally for carrying any of the purposes or provisions of the Act into effect.

**15(2)** Regulations made under paragraph (1)(b.2) may be given retroactive effect to August 31, 1993.

**15(3)** Regulations under paragraph (1)(b.1) may be given retroactive effect to August 31, 1996.

1973, c.13, s.15; 1977, c.34, s.8; 1979, c.45, s.4; 1986, c.58, s.9; 1993, c.57, s.5; 1996, c.83, s.15; 2002, c.22, s.6; 2005, c.7, s.44.

ficulté financière l'aide sous forme de prêt, garantie, subvention ou autre, qu'il juge nécessaire.

1973, c.13, art.14; 2005, c.7, art.44.

**14.1** La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas à un arrêté établi en vertu de la présente loi s'il ne s'agit pas d'un règlement établi en vertu de l'article 15.

1985, c.16, art.5.

**15(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) Abrogé : 2002, c.22, art.6.

b) Abrogé : 2002, c.22, art.6.

b.1) classant les groupes de municipalités;

b.2) concernant la détermination d'une subvention sans condition à porter au crédit d'un district de services locaux en vertu de l'alinéa 5(1)a),

b.21) concernant la détermination d'une subvention sans condition pour une communauté rurale en vertu de l'alinéa 5.01a);

b.3) concernant la manière de déterminer la population d'une municipalité ou d'une communauté rurale;

b.4) définissant tout mot ou expression utilisé mais non défini dans la présente loi;

c) Abrogé : 1979, c.45, art.4.

c.1) Abrogé : 1986, c.58, art.9.

d) Abrogé : 1979, c.45, art.4.

e) visant, de façon générale, la mise en application d'un objet ou d'une disposition quelconque de la présente loi.

**15(2)** Les règlements établis en vertu de l'alinéa (1)b.2) peuvent être rétroactifs au 31 août 1993.

**15(3)** Les règlements établis en vertu de l'alinéa (1)b.1) peuvent être rétroactifs au 31 août 1996.

1973, c.13, art.15; 1977, c.34, art.8; 1979, c.45, art.4; 1986, c.58, art.9; 1993, c.57, art.5; 1996, c.83, art.15; 2002, c.22, art.6; 2005, c.7, art.44.



**16** Sections 8B and 8C of the *Municipal Assistance Act*, Chapter 16 of 15 Elizabeth II, 1966, are repealed effective December 31, 1974.  
1973, c.13, s.17.

**SCHEDULE A**

Repealed: 2004, c.41, s.5.  
2003, c.31, s.4; 2004, c.41, s.5.

**N.B.** This Act is consolidated to July 15, 2005.

**16** Les articles 8B et 8C de la loi intitulée *Municipal Assistance Act*, chapitre 16 de 15 Elizabeth II, 1966 sont abrogés à compter du 31 décembre 1974.  
1973, c.13, art.17.

**ANNEXE A**

Abrogé : 2004, c.41, art.5.  
2003, c.31, art.4; 2004, c.41, art.5.

**N.B.** La présente loi est refondue au 15 juillet 2005.